



**Renforcer le Réseau des Aires Protégées
du Plateau des Guyanes**
et leurs contributions à un développement local durable et
respectueux des cultures et modes de vie en site amazonien isolé

Rapport de lancement
1-3 Octobre 2018





Table des matières

RENFORESAP en bref.....	3
Objectifs du projet	3
Actions prévues dans le cadre du projet	3
Lancement de RENFORESAP.....	4
Lancement officiel – 1er octobre 2018	4
Atelier de lancement – 2 Octobre 2018	6
Sessions de travail sur les 4 thématiques de RENFORESAP	7
1) L’écotourisme.....	7
2) La science participative pour la gestion durable des ressources naturelles en milieu amazonien	8
3) Les stratégies de lutte contre les menaces liées à l’orpaillage illégal	10
4) La transmission des patrimoines culturels vivants.....	11
Sortie terrain – 3 octobre 2018	13
Annexe.....	14
Liste des Participants	14





RENFORESAP en bref

Objectifs du projet

L'opération « Renforcer le réseau des aires protégées du plateau des Guyanes et leurs contributions à un développement local durable et respectueux des cultures et des modes de vie en site amazonien isolé » est une action multi-partenaire transnationale portée par les gestionnaires d'aires protégées du Suriname, du Guyana et de la Guyane Française.

Le projet rassemble les différents gestionnaires des aires protégées de la région et est mis en œuvre par le Parc Amazonien de Guyane (Guyane Française), la Commission des Aires Protégées (Guyana) et le Ministère du Développement Régional et le Ministère de la Planification Spatiale, de la Gestion des ressources terrestres et forestières du Suriname.

Sa finalité est de renforcer la résilience du massif forestier du plateau des Guyanes à l'horizon 2030 et sa contribution à un développement local durable, dans un contexte de changement climatique. Son objectif général est de renforcer la capacité des aires protégées à répondre aux défis communs qu'elles rencontrent. Pour ses objectifs spécifiques, le projet RENFORESAP vise à consolider le dialogue entre les aires protégées et capitaliser les meilleures expériences.

Actions prévues dans le cadre du projet

Les actions spécifiques pour parvenir à ces objectifs sont l'organisation de 3 ateliers régionaux rassemblant les gestionnaires d'espaces protégés, la production de 4 synthèses thématiques participatives sur les meilleures approches d'appui au développement local en site isolé, en particulier par l'écotourisme, la science participative pour la gestion durable des ressources naturelles en milieu amazonien, les stratégies de lutte contre les menaces liées à l'orpaillage illégal, et la transmission des patrimoines culturels vivants.

Si l'on exclut la période nécessaire à la préparation du projet, celui-ci se déroule sur trois années (2018-2020) et rassemble les différents gestionnaires des aires protégées de la région, ainsi que plusieurs organisations internationales de protection de la nature (Conservation International, WWF, Amazon Conservation Team, Frankfurt Zoological Society).



La mise en œuvre sera assurée par une coordinatrice qui sera basée successivement dans les 3 pays (en commençant par la Guyane), avec comme relais les institutions, gestionnaires des aires protégées et autres partenaires techniques concernés. La langue de travail sera l'anglais, avec les principaux documents généraux disponibles en quatre langues (portugais, néerlandais, anglais, français).

Les objectifs et produits secondaires attendus du projet sont notamment : une meilleure visibilité des problématiques de conservation de la biodiversité du plateau des Guyane et de la contribution des aires protégées au développement local et durable, une diffusion des solutions aux problématiques de l'avenir des communautés amérindiennes et afro-descendantes de la région, un dialogue renforcé entre la collectivité guyanaise, en tant que plateforme européenne, et ses voisins immédiats sur la thématique de la gestion à moyen et long terme du plateau des Guyane et du bassin amazonien.

Lancement de RENFORESAP

Le lancement officiel de RENFORESAP a eu lieu du 1er au 3 octobre 2018 à Paramaribo, Suriname. L'événement a débuté par les allocutions des représentants du Guyane, Suriname et de Guyane, suivies des présentations des initiatives régionales et des Organisations Non-Gouvernementales présentes au Suriname. Des ateliers de travail étaient également à l'agenda dans le but d'établir une feuille de route pour le projet. Plus de 60 personnes des 3 pays ont participé au lancement. Une sortie de terrain au « Mangrove Suriname Project » à Weg naar Zee a clôturé ces 3 jours.

Lancement officiel – 1er octobre 2018

Mr Hesdy Asajas, responsable du Service National des Forêts du Suriname a prononcé le discours de bienvenu en abordant l'importance des aires protégées pour les communautés locales. Il était suivi par **Mr Claude Suzanon**, Président du Parc Amazonien de Guyane, qui a parlé des défis que rencontre le Plateau des Guyanes notamment la barrière de la langue et les initiatives durables.



Photo 1 : Représentants officiels des 3 pays

Mr Arnaud Anselin, Directeur par intérim du Parc amazonien de Guyane, a ensuite donné une présentation du projet RENFORESAP. Selon lui, tous les partenaires régionaux peuvent bénéficier des expériences de chacun à travers RENFORESAP.

Les officiels ont ensuite pris la parole : **Son Excellence Sydney Charles Allicock**, Vice Président de la République Coopérative du Guyana & Ministre des Affaires des Populations Indigènes et **Son Excellence Antoine Joly**, Ambassadeur de France au Suriname, Guyana et CARICOM. Ils ont tous les deux mentionné la nécessité de construire un réseau concret pour la protection du Plateau des Guyanes. Ils ont également souligné le rôle important des communautés locales dans la préservation des écosystèmes et le besoin de renforcer les capacités de gestion des aires protégées pour surmonter les difficultés rencontrées. Les discours ont donné suite à un échange de Conventions de Partenariat entre les 3 représentants officiels¹.

Le premier jour s'est achevé avec des interventions de représentants d'initiatives régionales. **Mr Alexis Armstrong**, représentant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Suriname, a dépeint les différentes actions du PNUD dans la région notamment en lien avec le développement durable et le changement climatique. **Mr Patrick Chesney**, Coordinateur du Guiana Shield Facility (GSF), a retracé les étapes clés de cette initiative et a évoqué les synergies possibles avec RENFORESAP à travers le partage d'information scientifique et une plateforme spéciale de gestion de données. Les remarques finales venaient des participants dans la salle et d'une note d'information sur le second jour.



Photo 2: Son Excellence Charles Sydney Allicock, Son Excellence Antoine Joly et Mr Hesdy Asajas procédant aux échanges de conventions de partenariat

¹ Dans le cadre du projet RENFORESAP, des Conventions de Partenariat ont été signées entre le Parc Amazonien de Guyane et la Commission des Aires Protégées du Guyana et le Ministère du Développement Régional et le Ministère de la Planification Spatiale, de la Gestion des ressources terrestres et forestières du Suriname.

Atelier de lancement – 2 Octobre 2018

Le deuxième jour a commencé avec un focus sur les Organisations Non-Gouvernementales (NGOs) basée au Suriname, suivi de sessions de travail sur les 4 thématiques de RENFORESAP. **Mme Sheila Marhé**, Directrice scientifique et politique de Conservation International Suriname, a présenté les initiatives entreprises par l'ONG. Leur but principal est de maintenir les 93 % de couverture forestière du Suriname et d'utiliser la croissance verte comme catalyseur pour un progrès économique durable. Le Corridor de Conservation du Sud Suriname reste également une de leurs priorités. Cette région du Suriname est menacée par l'orpaillage illégal de petite envergure, la déforestation et le braconnage. Il reste aussi un manque de subsistances alternatives pour les communautés locales. Les actions de l'ONG dans la région sont de renforcer les capacités et le leadership des communautés indigènes à travers des actions de conservation.

La deuxième présentation était de **Mme Minu Parahoe**, Directrice de Program d'Amazon Conservation Team (ACT). L'ONG a un partenariat avec les communautés locales pour protéger la forêt tropicale et pour renforcer la tradition culturelle. Leurs stratégies concernent la gestion des terres et des ressources, les moyens d'existences viables et sécuritaires des communautés, gouvernance interne et externe. Les synergies possibles entre ACT et RENFORESAP sont la cartographie et la formation des locaux en reconnaissance des ressources et des usages pour le tourisme, transmission du savoir dans les pratiques culturelles, les leçons retenues de la gestion décentralisée des populations locales et la collaboration structurelle dans la région.

En ce qui concerne **Mr Laurens Gomes**, représentant régional du World Wildlife Fund (WWF) Guianas, il a parlé des différences de contextes et des défis communs aux 3 pays, de la sous-appréciation globale du Plateau des Guyanes comme étant une « vaste étendue » en général et du rôle des populations indigènes et des communautés locales dans la conservation. Il a aussi abordé les actions en cours du WWF Guianas dans la région, pour exemple le soutien aux initiatives locales et gouvernementales sur la gestion durable, le suivi communautaire, la cartographie des communautés et le programme d'élimination du mercure en partenariat avec CI Guyana, UNDP Suriname et d'autres partenaires. Mr Gomes a également présenté la planification et la gestion intégrée du paysage des zones humides du Nord Rupununi. Cette région est connue pour abriter une forte biodiversité où la gestion des terres reste une haute priorité.

Les événements internationaux à venir ont été listés:

- Conférence sur "High Forestation and Low Deforestation" à Paramaribo en **2019**
- Congrès international de conservation de l'IUCN à Marseille en **2020**



Photo 3: Participants des 3 pays au lancement officiel de RENFORESAP

Sessions de travail sur les 4 thématiques de RENFORESAP

Pendant ces 3 années, RENFORESAP a pour objectif de produire 4 synthèses thématiques participatives sur les meilleures approches d'appui au développement local en site isolé sur

- l'écotourisme,
- la science participative pour la gestion durable des ressources naturelles en milieu amazonien,
- les stratégies de lutte contre les menaces liées à l'orpaillage illégal et
- la transmission des patrimoines culturels vivants.

Des ateliers de travail ont été organisés au 2^{ème} jour du lancement pour cerner comment le projet pourrait adresser ces 4 thématiques. Les participants étaient répartis en 4 groupes de travail avec un facilitateur pour chaque groupe.

Chaque groupe a ensuite procédé à une séance de brainstorming en répondant aux questions suivantes:

- Quelles sont leurs attentes du projet sur la thématique?
- Quelles sont les données disponibles?
- Qui sont les parties prenantes? Comment les contacter ?
- Quels sont les actuels défis, opportunités et potentiels ?

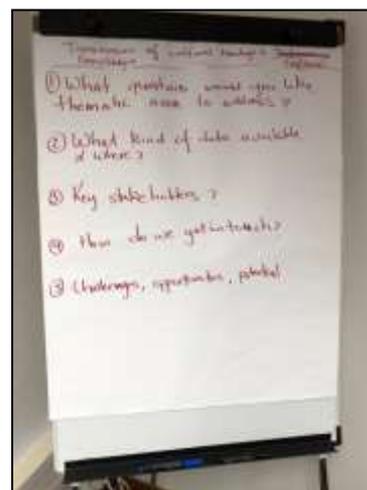


Photo 4: Questions pour les séances de brainstorming

Les résultats des groupes de travail pour chaque thématique sont comme suit:

1) L'écotourisme

➤ Qui sont les parties prenantes?

- Guyane Française:

Comité du Tourisme de Guyane Française, Office National des Forêts (ONF), Conservatoire des espaces naturels (CENG), Parc amazonien de Guyane (PAG), Parc Naturel Régional de Guyane (PNRG), Collectivité Territoriale de Guyane (CTG)

- Suriname:

Ministère du Développement Régional (RO), Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme (HIT), Ministère de la Planification Spatiale, de la Gestion des ressources terrestres et forestières (RGB), ONGs (CI, ACT, WWF), Stinasu (Fondation pour la Conservation de la Nature au Suriname) /LBB-Dienst's Lands Bosbeheer (Agence pour la conservation de la biodiversité), Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (LVV), Ministère des Finances, Ministère des Travaux Publics et de la Communication (OWC).

- Guyana:

Commission des Aires Protégées, l'Association pour le Tourisme & l'Hospitalité de Guyana (THAG), Ministère des Affaires, Département du Tourisme, Association du Tourisme de Guyana (GTA), Ministère des Infrastructures Publiques (MoPI), Ministère des Affaires des Peuples Indigènes (MoIPA), Visite Rupununi, Conseils des Villages/ CBOs KMCRG/NRddb/SIPDA, Conseil National Tshaos (NTC), ONG et organismes donneurs (CI, WWF, Iwokrama, UNDP)

➤ **Quels sont les actuels défis, opportunités et potentiels?**

Défis: Infrastructure/ transport (du littoral vers l'intérieur, intra-régional), l'Assainissement, Manque de visibilité et de familiarité avec les Guyanes en général et également pour les populations locales, Perturbation de la faune sauvage/ de l'écosystème, Barrière de langues, Défis administratifs pour les touristes (visa, etc.), Aligner toutes les acteurs, Partage des avantages, Défis politiques (manque de soutien et de cadre légal), Droits fonciers, Perturbation culturelle.

Opportunités: Démontrer les bénéfices économiques des Aires Protégées/ valoriser la nature, le Réseautage, Modes de vie durables pour les communautés locales, Développement de produits et de la recherche (contes, etc.)

Guyana: Expérience de tourisme communautaire et planification, Cartographie des ressources et facilités écotouristiques

Forces: Géologie et biodiversité commune du Plateau des Guyanes, commune mais unique héritage culturel.

2) La science participative pour la gestion durable des ressources naturelles en milieu amazonien

➤ **Quelles sont leurs attentes du projet sur la thématique?**

La méthodologie devrait se focaliser sur des sujets limités et sur l'identité des populations et ethnies indigènes (faire une correspondance entre l'objet du rapport et les préoccupations des populations). La terminologie devrait être définie : c'est quoi la science? C'est quoi « participative » ?

Ressources naturelles

-> Quelles types de ressources naturelles avons nous dans les aires protégées?

-> Quelles sont les ressources naturelles communes aux Guyanes et sur lesquelles se focaliser ?

Partage d'expériences

-> Quels projets sont actuellement en cours dans chaque pays (figures...)?

-> Quels types d'approches avoir pour autoriser l'accès aux ressources naturelles?

-> Souligner les "bonnes pratiques" dans chaque pays.

Quels sont les impacts des programs?

-> Définir les indicateurs de succès.

Engagement significatif des communautés en sciences et en gestion

-> Quels outils sont efficaces pour intégrer les communautés (barrière de langue, projets éducatifs) ?

-> Identifier le public/ participants (communautés urbaines, communautés traditionnelles isolées).

-> Proposer un moyen pour partager dynamiquement les retours sur les outils.

-> Comment impliquer les scientifiques?

Réduire l'écart entre les 2 systèmes de connaissance (=> méthodologie à développer, analyser)

Financement /Durabilité de la procédure

➤ **Qui sont les parties prenantes?**

- Guyane Française:

PAG, CENG, DEAL, ONG, Collectivités et CTG, Grand conseil coutumier, Ministères de la recherche et de l'Environnement

- Suriname:

Ministères RGB ITP, VIDS, TBI, KAMPOS, OIS, AdekUs (CELOS, NZCS, Herbarium), Ministère du Commerce et de l'Industrie Touristiques, Ministère RO, Ministère des Ressources Naturelles, ACT, WWF, CI, Cabinet du Président / Coordination et Environnement, Institut Caribéen.

- Guyana:

PAC, IWOKRAMA, CI, KIKIF, Program des Connaissances Traditionnelles, Ministère de la Présidence (Département de l'Environnement)

➤ **Comment les contacter ?**

Il est suggéré de construire un tableau partagé sur la localisation des données, le partage des expériences/ pratiques et à travers la mise en place d'une base de donnée en ligne.

➤ **Quels sont les actuels défis, opportunités et potentiels ?**

L'accès et le partage des avantages (APA) est un vrai défi.

- Guyane Française:

En France, l'APA est régulé par la loi (Loi sur la Biodiversité, 2016) qui prévoit plusieurs procédures en fonction des cas: déclaration, commercial, connaissances traditionnelles associées. Une procédure spécifique est en cours d'élaboration pour recueillir le consentement et le partage des avantages.

- Suriname:

Le Suriname a ratifié la Convention sur la Diversité Biologique mais pas le

Protocol de Nagoya. Le process est comme suit : faire une demande d'autorisation auprès du Ministère de la Planification Spatiale (qui demande si le chef coutumier a été contacté). Les résultats de l'étude sont ensuite partagés avec l'Herbarium et le Ministère.

- Guyana:

L'agence de Protection de l'Environnement (EPA) délivre un formulaire/protocole de candidature normale à transmettre au comité scientifique (s'il y a des connaissances traditionnelles associées, les communautés doivent en être informées et des formulaires de consentement doivent être transmis au Ministère). EPA travaille sur la réglementation en vigueur pour l'APA.



Photo 5: Groupe de travail sur les thématiques de RENFORESAP

3) Les stratégies de lutte contre les menaces liées à l'orpaillage illégal

➤ Quelles sont leurs attentes du projet sur la thématique?

- Quelle est l'ampleur de l'exploitation de l'or et de ses impacts (impacts environnementaux + sanitaires et sociaux sur les communautés locales)? C'est déjà bien documentés (ex: rapports WWF), la synthèse de RENFORESAP devrait juste établir un résumé de la situation.
- Définitions dans chaque pays: légal/illégal; planifié/pas planifié
- Aperçu des règles environnementales dans différents pays (perceptions sur l'exploitation aurifère)
- Quelles sont les stratégies de chaque pays sur l'orpaillage dans et autour des aires protégées?
- Quels sont les process en cours sur le développement de politiques sur ces questions?
- Sur la base d'enquêtes et de projets existants dans la région, quelles sont les leçons tirées et les bonnes pratiques à partager ?
- Comment les plans de gestion des aires protégées traitent-ils de ces enjeux?
- Quels sont les mécanismes de contrôle possibles dans les zones protégées (à l'intérieur et autour)?
- Quelles sont les mesures existantes pour empêcher l'orpaillage dans les zones protégées (sensibilisation des mineurs? Application effective de la législation? Outils de planification?)
- Existe-t-il des initiatives transfrontalières axées sur le contrôle des activités ou l'atténuation des impacts de l'orpaillage?
- Comment impliquer les communautés locales dans la prévention des effets de l'exploitation minière illégale sur leurs moyens de subsistance?

Plus-value du projet RENFORESAP: Quelles orientations stratégiques pourraient être proposées? (Ex: évaluation environnementale globale de la ceinture de roches vertes dans les 3 Guyanes)

➤ Quelles sont les données disponibles?

Existant:

- WWF: carte de déforestation (mis à jour périodiquement)
- WWF: impacts en aval sur les rivières (3 Guyanes + Amapa)
- ONF: rapport annuel (Guyane française) + formation de SBB (Suriname)
- Etudes sur l'impact du Mercure: programmes scientifiques en Guyane française
- Etudes dans le domaine de la santé au Suriname (mais a tendance à minimiser les impacts)
- WWF Guyana: enquêtes menées auprès de 4 communautés du sud du Guyana sur les impacts

Non-existant:

- Liste des protocoles de surveillance existants et comparaison (voir si une carte globale est possible)
- Approches sur mesure dans les hotspots
- Législation, pratiques politiques et développement
- Nécessité d'expliquer les différents cadres avec des mots simples

➤ Qui sont les parties prenantes?

- Guyane Française:

BRGM, DEAL, ONF, PAG et autres gestionnaires d'espaces protégés, WWF, ARS, Préfecture et forces armées, Jeunesses autochtones et autres organisations maronnes et amérindiennes, Instances spéciales : OAM (Observatoire des activités minières), Pôle Hg-Pb (Pôle sur le Mercure et le Plomb).

- Suriname:

Stinasu, ROGB (Division pour la conservation de la nature + SBB), Ministère des ressources naturelles, Commission de structuration de l'or (permis et enregistrement des activités minières) + Division de la Géologie minière et des minerais RO, NEMOS (Institution Nationale pour les affaires environnementales), UNDP (soutien actuellement des initiatives gouvernementales pour réduire l'impact des activités minières à petite envergure), 2 multinationaux : lamgold & Newmont (ont un département en charge des liens avec les communautés) et ils ont réalisé des études sur l'orpaillage à petite échelle et identifié comment atténuer les impacts.

- Guyana:

Commission minière & géologique du Guyana (GGMC) = régulateur gouvernemental de l'industrie minière, Information sur les permis attribués (qui sont les miniers légaux?), Régulations de l'Acte Minier (établit des zones tampons autour des aires protégées), Commission d'arpentage des terres du Guyana (GLSC), Cartographie de l'utilisation des terres, MNR, EPA, MOIPA, MOFA, PAC, WWF, CI, NTC, GFC, Populations locales, Conseils Régionaux, MOTP/DOE, PAC (survol et rapports de suivi), Association des Femmes mineurs du Guyana (GWMA), Association des miniers d'or et de diamant du Guyana (GGDMA), Association des Peuples Autochtones.

➤ **Comment les contacter?**

- Guyane française:

La DEAL est un partenaire clé pour centraliser les informations.

- Guyana:

La PAC est un partenaire clé pour centraliser les informations.

4) La transmission des patrimoines culturels vivants.

➤ **Quelles sont leurs attentes du projet sur la thématique?**

Politique et prise de décisions

- La reconnaissance légale des droits fonciers et des ethnies et populations indigènes (ITP) au Suriname et en Guyane (les terres sont une idée de survie, de relations de dépendances, de respect, l'utilisation de la nature et du mode de vie).
- Améliorer l'intégration des droits des populations autochtones dans le système Français y compris des interventions locales adaptées aux populations vivant en Guyane.
- Développement de politiques et de cadre pour la connaissance traditionnelle.
- Développement et amélioration des Propriétés Intellectuelles/ Législations sur les droits d'auteur
- Ebauches de réglementations pour l'accès aux ressources et au partage au Guyana et en Guyane (APA). Nécessaire pour le Suriname.
- Développement de législation en termes de Protection Environnementale – incluant politique de recherche (Suriname et Guyane en cours de procédure avec les autorités locales - APA)
- Sensibilisation dans les communautés sur leurs droits (FPIC) : droits humains, droits de vote (ex : 65% de vote dans les communautés du Guyana).
- Politique de développement des droits des communautés au niveau national
- Politiques éducatives, inclusifs de la langue, intégrant les points de vue des populations (spécialement pour les communautés côtières à risque). Guyana –Bina Hill Institut de Formation

- Le projet pourrait influencer les gouvernements à aller de l'avant avec les questions relatives aux droits fonciers et les législations permettant aux communautés de bénéficier de leurs droits fonciers. C'est important d'encourager les communautés à participer au système parlementaire et de les sensibiliser en matière de politique et de prise de décision sur les questions en lien avec la conservation de la nature, la connaissance traditionnelle et les droits fonciers.

Sensibilisation et autonomisation

- Traduction des nouveaux concepts de gestion des ressources naturelles dans des éléments de langages permettant aux communautés de s'impliquer dans le lobbying et de faire entendre leur voix à tous les niveaux (apprentissage des langues officielles et locales) - renforcement des capacités intégrant l'échange de connaissances et également les communications conviviales qui sont culturellement sensibles.

- Université indigène qui promeut les connaissances indigènes: à analyser les études de cas dans les autres pays ex: Mexique, Bolivie, et la Colombie Britannique. Les autres universités de la région pourront avoir des départements participant aux Etudes Indigènes (une lacune dans les Guyanes).

- Renforcer le réseau des musées: Brazil, Guyana, Suriname et Guyane (Anthropologie et Héritage Culturel - Programme de financement Européen) www.amazonian-museum-network.org

- Processus de consultation des communautés: nécessite des améliorations car très souvent les consultations sont trop courtes pour la transmission d'information, l'engagement et les contributions informées.

- Les échéances des projets donateurs sont parfois irréalistes pour avoir un impact significatif sur le développement à long terme.

- Comment prendre en compte la fatigue liée aux ateliers, compenser le temps de participation et valoriser les connaissances des participants?

- Reconnaissance des connaissances traditionnelles dans les travaux et publications académiques –



Photo 6: Session plénière pendant les ateliers de travail

pas seulement en tant que contributeurs mais comme auteurs.

- Certaines communautés sont réticentes à partager des informations aux tierces parties car ils ont le sentiment que l'information est mal utilisée et que les bénéfices sont limités: une certification/accréditation concernant les connaissances traditionnelles et un protocole entourant le partage des données sont nécessaires pour les données liées aux connaissances traditionnelles.

- Conserver le savoir des parents aux enfants.

- Préserver et sécuriser les histoires archéologiques et écologiques en faisant le lien avec l'origine (documentation) est important pour le design des infrastructures.

- Valoriser la connaissance médicinale et construire des entreprises durables (ex. Rupununi Essence/Plantes médicinales-Guyana); ACT – (Suriname)

- 2019 NU Année internationale des Langues Indigènes (le projet peut bénéficier de cet aspect?)

➤ **Quelles sont les données disponibles?**

Type de données: Cartes de ressources communautaires pour contribuer aux plans de gestion et potentiellement aux problématiques du droit foncier, Données sur la biodiversité et les pratiques médicinales, Arts: intégrant le tissage/ folklore/ danses traditionnelles/ Spiritualité, Experts en ressources pour le savoir traditionnel, Données de recherche publiées et non-publiées, Vidéos/ photographes- vidéos participatives/reportages photo, Sites Archéologiques/histoire, Information historiques et données des bibliothèques/ organisations - Angleterre, Pays-Bas, France.

Qui ont les données: Communautés, ONGs, Institutions académiques, Organisations gouvernementales; Archives et Bibliothèques.

➤ **Qui sont les parties prenantes?**

- Guyane française:

Fédération des peuples autochtones, Organisation des nations autochtones de Guyane, PAG, WWF, Muséum d'Histoire Naturelle, CNRS, CIRAD, IRD, Université de Guyane

- Suriname:

CBOs-Villages (cf. ACT), VIDS- Chef coutumiers, ESAV, OIS, KAMPOS, WWF Suriname, CI-Suriname, ACT -Suriname, Attune, Université d'Anton De Kom, Ministère de l'Éducation-Département Culture

- Guyana:

Organisations amérindiennes - NTC, KMCRG, NRDDDB, SCIPDA, SRDC, ONG amérindiennes - APA, GOIP, TAAMOG, NADF, Gouvernement – Ministère des Affaires Indigènes, Commission des Aires Protégées, Agence pour la Protection de l'Environnement, Commission Forestière du Guyana, Département de la Culture (recherche), Université du Guyana, Iwokrama, WWF Guyana, CI Guyana.

Sortie terrain – 3 octobre 2018



Photo 7: Les 3 délégations à Weg naar Zee

Une sortie terrain a été organisée le dernier jour. Un groupe de 40 participants ont visité le site de réhabilitation de mangroves à Weg naar Zee. Le « Mangrove Suriname Project », porté par le Pr Sieuwnath Naipal, vise à réduire l'érosion côtière à travers des méthodes de rétention des sédiments et revégétalisation des mangroves dans les zones impactées. La proximité du site a permis aux délégations de revenir sur Paramaribo à la mi-journée clôturant ainsi le lancement officiel du projet RENFORESAP.

Annexe

Liste des Participants

Pays	Nom	Prénom	Statut	Institution	Contacts
Guyana	Davis	Odacy Elizabeth	Deputy Commissioner	Protected Areas Commission	odavis.pac@gmail.com
	Fraser	Denise Allyson	Commissioner	Protected Areas Commission	denisef.pac@gmail.com
	Baggallay	Thadaigh Alexander D'Arcy	Country Manager (Guyana)	Frankfurt Zoological Society (FZS)	thadaigh.baggallay@fzs.org
	Henry	Sara Anna	Planning Officer	Protected Areas Commission	sarahenry.pac@gmail.com
	Jafferally	Deirdre Moira	In Country Coordinator	Darwin Initiative Project: "Integrating Traditional Knowledge into National Policy and Practice"	deirdre.jafferally@gmail.com
	Lord	Stacy Rashanna	Senior Environmental Officer Biological, Coastal and Marine Resource Management	Environmental Protection Agency	stacylord@gmail.com
	Hutchinson	Charles	Protected Area Lead	WWF Guianas (Guyana Office)	chutchinson@wwf.gy
	Kum	Savita Nalisha	Foreign Service Officer II, Frontiers Department	Ministry of Foreign Affairs	skum@minfor.gov.gy

Guyana	Rose	Shanomae	Head, Dept of Environmental Studies & Board Member	University of Guyana & PAC Board of Directors	rosesir@hotmail.com
	Forde	Aretha	Stakeholder Management Coordinator	Department of Environment, Ministry of the Presidency	aretha.forde@gmail.com
	Chesney	Patrick	Guiana Shield Facility, Ag Chair Protected Areas Trust Fund Board	GSF	pchesney@catie.ac.cr
	Collins	Kaslyn	Executive Member	Guyana Society for Biodiversity & Ecosystems (GSBE)	kaslyn.collins@uog.edu.gy
	Allicock	Sydney Charles	Vice President & Minister	Cooperative Republic of Guyana & Ministry of Indigenous Peoples Affairs	sydneyallicock@gmail.com ; minister@moipa.gov.gy ; bravey4u@yahoo.com
	Dorrick	Russian Vincent	Executive Member, Chairman of KMCRG	National Toshias Council/KMCRG	russian.dorrick@gmail.com
	Thomas	Raquel	Director, Resource Management & Training/Chairman of PAC Board	Iwokrama International	rthomas@iwokrama.org
French Guiana	Pineau	Kévin	Chargée de mission	Conservatoire des Espaces Naturels de Guyane	kevin.pineau@gepog.org
	Delvaux	Hélène	Cheffe de l'unité de Biodiversité	Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement	helene.delvaux@developpement-durable.gouv.fr
	Anselin	Arnaud	Directeur Adjoint	Parc Amazonien de Guyane	en-aanselin@guyane-parcnational.fr
	Suzanon	Claude	Président	Parc Amazonien de Guyane	claudesuzanon@guyane-parcnational.fr

French Guiana	Virassamy	Audrey	Chargée de communication	Parc Amazonien de Guyane	en-avirassamy@guyane-parcnational.fr
	Rinaldo	Raphaëlle	Responsable scientifique	Parc Amazonien de Guyane	en-rrinaldo@guyane-parcnational.fr
	Foch	Thibaut	Conservateur à la Réserve Naturelle du Grand Matoury	Office National des Forêts	thibaut.foch@onf.fr
	Ripaud	Jérémy	Chef du Service Mixte de Police de l'Environnement	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage	Jeremie.Ripaud@oncfs.gouv.fr
	Korysko	François	Chargé du dossier cynégétique	Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage	francois.korysko@oncfs.gouv.fr
	Ho-A-Sim	Ruddy	Chargé de mission interfonds	Pôle des Affaires Européennes	ruddy.hoasim@ctguyane.fr
	Leopold	Karine	Chargée de communication des fonds européens	Pôle des Affaires Européennes	Karine.LEOPOLD@ctguyane.fr
	Mathieu	Anne	Chargée de mission Antenne Territoriale de Guyane à Paramaribo	Pôle des Affaires Européennes	anne.mathieu@ctguyane.fr
	Louis Alexandre	Antoine	Responsable cellule développement locale & coopération Territoriale	Parc naturel Régionale de Guyane	a.louis.alexandre.pnrg@gmail.com
	Pyneeandy	Sevahnee	Coordinator of RENFORESAP	Parc Amazonien de Guyane	renforesap@guyane-parcnational.fr
Suriname	Finisie	Wilco	Director	Ministry of Regional Development	wfinisie@gmail.com
	Louisville	Nesseley	Direction of Forest Management	The Ministry of Spatial Planning, Land and Forest Management	nesseley@gmail.com
	Gomes	Laurens	Regional representative of WWF Guianas in Suriname	WWF Guianas	lgomes@wwf.sr

Suriname	Parahoe	Minu	Director	Amazon Conservation Team	m.parahoe@act-suriname.org
	Marhé	Sheila	Science and Policy Director	Conservation International	smarhe@conservation.org
	Best	Lisa	Researcher	Tropenbos	l.best@tropenbos.sr
	Landburg	Gwendolyn	Researcher	Anton de Kom University	gwendolyn.landburg@uvs.edu
	Hardjoprattitno	Mercedes	SIG	Foundation for Forest Management and Production Control	mercedes.hardjoprattitno@gmail.com
	ESAJAS	Hesdy	Acting Director	Ministry of Physical Planning, Land and Forest Management, specifically the National Forest Service ('s Lands Bosbeheer) and subdivision Nature Management (Natuurbeheer) division	
	Dhr. Armstrong		UNDP Country Rep	UNDP	
	Dhr. Boeddha	Rabin	Director	Suriname Hospitality and Tourism Training Centre (SHTTC)	
	Delice	Curt	Country Representative	IICA	
	Lavieren van	Els	Tech Manager	Conservation International Suriname	
	Peant	Laetitia	Development Coordinator	Conservation International Suriname	
	Warsodikramo		Coordinator	Ministry LVV	
A-Kum	Jerry	A. D	SBB		

Suriname	Artist	Hosée	Community Development	VIDS	
	Kasandiredjo	J.	Policy officer	Kab Pres/ CM	
	Malone	Heidi	Project Manager	UNDP	
	Dutat	S.	Publisher	Popular places Dutat Partnership	
	Mahabier	S.	Technical Assistant - REDD+	NIMOS	
	Godeker	N.	Policy officer	Stinasu	
	Tapis	K.		Ministry of Physical Planning, Land and Forest Management, specifically the National Forest Service ('s Lands Bosbeheer) and subdivision Nature Management (Natuurbeheer) division	
	Soetosenojo Nga Chin Tjon	A.	Hoofot Chemistry Laboratory	CELOS	
	Mussendijk	R.	Policy officer	Ministry of Regional Development	
	Budjahwan	R.		Ministry LVV	
	Omapersad	A.	Ressortleider Wanica	Ministry LVV	
	Silos	Maureen	Consultant	Amazon Conservation Team Suriname	
	Delvoye	Katia	Officer	Amazon Conservation Team Suriname	

Suriname	Menig	Ciefranie		Ministry of Regional Development	
	Somopawiro	R.	On behalf of Mr. Crabbe	SBB	
	Sanches	M.		Mediavision	
	Hot Tsoi	Roy		Ministry of Physical Planning, Land and Forest Management, specifically the National Forest Service ('s Lands Bosbeheer) and subdivision Nature Management (Natuurbeheer) division	
	Romeo	Ramona	Attachée de Presse	Ambassade de France au Suriname	
	Pinas	B.	Civil Officer	Ministry of Physical Planning, Land and Forest Management, specifically the National Forest Service ('s Lands Bosbeheer) and subdivision Nature Management (Natuurbeheer) division	
	Gompers	M.	On behalf of Mr. Lackin	Kab Pres/ CM	